

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008713]

23 MAI 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, et plus particulièrement l'article 49;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.13, D.101, D.103, D.113, D.114, D.242 et D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mai 2019 établissant les dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées par le Service public de Wallonie - Economie, Emploi et Recherche en matière de formation professionnelle agricole et modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture;

Vu le rapport du 21 mars 2024 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis CO-A-2024-119 cm de l'Autorité de protection des données, donné le 12 avril 2024;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 18 avril 2024;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 avril 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.277/4;

Vu la décision de la section de législation du 26 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la concertation intervenue avec les centres de formation professionnelle agricole,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 4, 3°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 1/1 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 10, 12, 13 » sont remplacés par les mots « 9, 11 à 13 »;

2° les mots « règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1. » sont remplacés par les mots « Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.327, 21 décembre 2022, p.1. ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Les cours répondent à l'une des conditions suivantes :

1° être conforme aux profils définis par le Service francophone des Métiers et Qualifications, institué par le décret du 17 décembre 2015 portant assentiment à l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « SFMQ », et approuvés par le Gouvernement wallon, lorsqu'ils existent ;

2° être conforme aux alinéas 2 à 4. ».

Art. 4. Dans l'article 7 du même arrêté, le 1° est abrogé.

Art. 5. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou d'une formation en alternance » sont insérés entre les mots « reconnue » et les mots « sont valorisés »;

2° l'article 9 est complété par les mots « ou par l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises ».

Art. 6. Dans l'article 14, alinéa 2, du même arrêté, les mots « l'inspection sociale » sont remplacés par les mots « le Département de l'Inspection ».

Art. 7. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, les mots « l'inspection sociale » sont remplacés par les mots « le Département de l'Inspection »;

b) dans l'alinéa 3, les mots « L'inspection sociale » sont remplacés par les mots « Le Département de l'Inspection ».

Art. 8. A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 1° est abrogé ;

b) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « par tout moyen conférant date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code » sont remplacés par les mots « selon les modalités fixées par le service dans la notification de la sélection faisant suite à l'appel à projet »;

c) dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « par tout moyen lui conférant date certaine » sont remplacés par les mots « selon les modalités fixées par le service dans la notification de la sélection faisant suite à l'appel à projet »;

d) dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le 3° est abrogé;

e) dans le paragraphe 3, les alinéas 2 à 5 sont abrogés;

f) le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le centre de formation communique annuellement au service pour le 31 octobre de l'année qui suit la période couverte par la subvention :

1° un tableau d'imputation dont le modèle est établi par le service;

2° un tableau d'amortissement des immobilisations de l'organisme;

3° une version détaillée du bilan déposé à la Banque nationale de Belgique pour l'année correspondante;

4° une copie des pièces justificatives afférentes aux charges déclarées dans le tableau d'imputation et de leurs preuves de paiement;

5° le titre, le certificat ou diplôme requis tels que visés à l'article 12, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, le cas échéant, la preuve d'une expérience professionnelle;

6° une déclaration sur l'honneur du formateur portant soit sur la connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de la formation soit sur l'engagement à suivre des formations parallèlement à la formation dispensée par ses soins. ».

Art. 9. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 22 mai 2019 établissant les dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées par le Service public de Wallonie - Economie, Emploi et Recherche en matière de formation professionnelle agricole et modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 10, 12, 13 » sont remplacés par les mots « 9, 11 à 13 »;

2° les mots « règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne » sont remplacés par les mots « Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.327, 21 décembre 2022, p.1. ».

Art. 10. Dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 22 mai 2019, les mots « Règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne » sont remplacés par les mots « Règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 23 mai 2024.

Namur, le 23 mai 2024.

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008713]

23 MEI 2024. — Wijzigingen in het ministerieel besluit van 28 januari 2016 betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw

De Minister van Landbouw,

Gelet op verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr.1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad, inzonderheid op artikel 49;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.13, D.101, D.103, D.113, D.114, D.242 en D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw ;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 mei 2019 tot vaststelling van de subsidiabele uitgaven in het kader van de subsidies toegekend door de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek inzake landbouwberoepsopleiding en tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 januari 2016 betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw

Gelet op het rapport van 21 maart 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies CO-A-2024-119 cm van de Autoriteit gegevensbescherming, gegeven op 12 april 2024;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 18 april 2024;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 22 april 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 25 april 2024;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.277/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het overleg met de centra voor landbouwberoepsopleidingen;

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 4, 3°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, regelt dit besluit, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. Artikel 1/1 van het decreet van 28 januari 2016 betreffende de individuele beroepsopleiding wordt als volgt gewijzigd :

1° worden de woorden "10, 12, 13" vervangen door de woorden "9, 11 tot 13";

2° de woorden "Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1) " worden vervangen door de woorden "Verordening (EG) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L327 van 21.12.2022, blz.1. ".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, wordt een lid ingevoegd als eerste lid :

"De cursussen moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° voldoen aan de profielen bepaald door de "Service francophone des Métiers et Qualifications", opgericht bij het decreet van 17 december 2015 tot bekrachtiging van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort "SFMQ", en goedgekeurd door de Waalse Regering, voor zover ze bestaan ;

2° voldoen aan het tweede tot en met vierde lid. "

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt punt 1° opgeheven.

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "of alternerende opleiding" worden ingevoegd tussen de woorden "schoolopleiding" en "worden gewaardeerd";

2° artikel 9 wordt aangevuld met de woorden " of het Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes Entreprises " (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen).

Art. 6. In de artikelen 16, § 2, lid 3, en 14, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "de sociale Inspectie" vervangen door de woorden "het Departement Inspectie".

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 2 worden de woorden "de sociale inspectie" vervangen door de woorden "het Departement Inspectie".

b) in lid 3 worden de woorden "de sociale inspectie" vervangen door de woorden "het Departement Inspectie".

Art. 8. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 2, eerste lid, wordt punt 1° opgeheven.

b) in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "op enigerlei wijze die overeenkomstig artikel D.15 van het wetboek een zekere datum voor de verzending vastlegt" vervangen door de woorden "op de wijze die door de dienst is vastgesteld in de kennisgeving van de selectie na de oproep tot het indienen van projecten";

c) in paragraaf 3, eerste lid, 1°, worden de woorden "op enigerlei wijze die een zekere datum voor de verzending vastlegt" vervangen door de woorden "op de wijze die door de dienst is vastgesteld in de kennisgeving van de selectie na de oproep tot het indienen van projecten";

d) in paragraaf 3 wordt het eerste lid opgeheven;

e) in paragraaf 3 worden de leden 2 tot 5 opgeheven;

f) paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

"§ 4. Het opleidingscentrum moet het departement jaarlijks uiterlijk op 31 oktober van het jaar volgend op de periode waarop de subsidie betrekking heeft, op de hoogte brengen :

1° van een toerekeningstabel bij, waarvan het model door de dienst wordt vastgelegd.

2° een afschrijvingsschema voor de vaste activa van de organisatie;

3° een gedetailleerde versie van de balans neergelegd bij de Nationale Bank van België voor het overeenstemmende jaar;

4° een kopie van de bewijsstukken met betrekking tot de uitgaven die in de toewijzingstabel zijn aangegeven en het betalingsbewijs;

5 de titel, het getuigschrift of vereiste diploma zoals bedoeld in artikel 12, § 1, tweede lid, 1°, 2° en 4°, in voorkomend geval, het bewijs van een afdoende ervaring;

6° een verklaring op erewoord die betrekking heeft ofwel op de geactualiseerde kennis van de onderwerpen i.v.m. het voorwerp van de opleiding of op de verbintenis om opleidingen te volgen naast de door hem verstrekte opleiding. "

Art. 9. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 22 mei 2019 tot vaststelling van de subsidiabele uitgaven in het kader van de subsidies toegekend door de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek inzake landbouwberoepsopleiding en tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 januari 2016 betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw

1° worden de woorden "10, 12, 13" vervangen door de woorden "9, 11 tot 13";

2° worden de woorden "Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden verenigbaar met de interne markt worden verklaard, op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie" vervangen door "Verordening (EU) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, J.O.U.E., L.327 van 21 december 2022, blz. 1. "

Art. 10. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 22 mei 2019 worden de woorden "Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden verenigbaar met de interne markt worden verklaard, op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie" vervangen door "Verordening (EU) nr. 2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard."

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 23 mei 2024.

Namen, 23 mei 2024.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2024/008795]

Korpschef van de lokale politie. — aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 6 september 2024 wordt de heer Laurent RASPE aangewezen tot korpschef van de lokale politie van de politiezone BINCHE-ANDERLUES-LERMES voor een termijn van vijf jaar.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2024/008795]

Chef de corps de la police locale. — désignation

Par arrêté royal du 6 septembre 2024, Monsieur Laurent RASPE est désigné, pour un terme de cinq ans, au mandat de chef de corps de la police locale de la zone de police BINCHE-ANDERLUES-LERMES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2024/008794]

Korpschef van de lokale politie. — Hernieuwing

Bij koninklijk besluit van 6 september 2024 wordt het mandaat van de heer Daniel SOMMELETTE als korpschef van de lokale politie van de politiezone FAMENNE-ARDENNE hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 april 2024.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2024/008794]

Chef de corps de la police locale. — Renouvellement

Par arrêté royal du 6 septembre 2024, Monsieur Daniel SOMMELETTE est renouvelé, pour un terme de cinq ans, au mandat de chef de corps de la police locale de la zone de police FAMENNE-ARDENNE à partir du 1^{er} avril 2024.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2024/008664]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 12 augustus 2024, wordt Mevrouw Liesbeth COEN, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A4 met de titel van Adviseur-generaal bij de Federale Overheidsdienst Financiën, in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 september 2024.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient te worden verzonden bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2024/008664]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 12 août 2024, Madame Liesbeth COEN, est promue par avancement à la classe supérieure dans la classe A4 avec le titre d'Adviser général au Service public fédéral Finances dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} septembre 2024.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2024/008721]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 1 september 2024, wordt de heer Hendrik VAN DIJCK benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 augustus 2024.

Bij koninklijk besluit van 1 september 2024, wordt de heer Diederik WÉREAU benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 augustus 2024.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient te worden verzonden bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2024/008721]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 1^{er} septembre 2024, Monsieur Hendrik VAN DIJCK, est nommé agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Mobilité et Transports dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} août 2024.

Par arrêté royal du 1^{er} septembre 2024, Monsieur Diederik WÉREAU, est nommé agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Mobilité et Transports dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} août 2024.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.